

SWISSAID MAGAZINE



N° 01 | 24

Extraction de l'or en Tanzanie

**En quête d'une once
de chance**



4 FOCUS

TANZANIE

Les deux faces de l'or

D'un côté, l'extraction de l'or assure la subsistance de plus de 100 millions de personnes à travers le monde. De l'autre, elle exploite de nombreux enfants au péril de leur vie. Des êtres humains sont réduits en esclavage. Le mercure contamine les rivières et les sols. SWISSAID agit en Tanzanie et en Suisse.

10 EN BREF

De la Journée internationale des droits des femmes à l'aide d'urgence en passant par une visite au Palais fédéral.

12 GRÂCE À VOUS

Les Équatoriennes s'unissent pour défendre leurs droits.

14 COMMUNITY

Pourquoi la commune zurichoise de Maur soutient SWISSAID.

16 LEGS

Une manière d'offrir des perspectives d'avenir aux jeunes.

La plupart des projets sont soutenus par la DDC.
<https://www.swissaid.ch/fr/direction-du-developpement-et-de-la-cooperation/>



Compte de dons:

IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5

Couverture: En Tanzanie, un homme transporte de lourds sacs de terre sur son vélo, dans l'espoir qu'ils contiennent des pépites d'or.

Éditeur/Rédaction

SWISSAID, Fondation suisse pour la coopération au développement. Bureau de Berne: Lorystrasse 6a, 3008 Berne, 031 350 53 53, info@swissaid.ch
 Bureau de Lausanne: Rue de Genève 52, 1004 Lausanne, 021 620 69 70

Conception, mise en page et impression

Stämpfli Kommunikation, Berne.
 Imprimé sur papier FSC en Suisse.

Crédits photos:

Gabi Graber: couverture. Tobias Ebinger: p. 2.
 Eliane Beerhalter: pp. 3, 9, 10, 16. Christina Baeriswyl: pp. 4-8. SWISSAID Inde: p. 10. Aissa Tripodi: p. 11.
 SWISSAID Équateur: pp. 12, 13. American Heritage Chocolate/Unsplash: p. 14. Ivana Zingre: p. 15.
 Estefanía Contreras Betancourt: p. 16.

Le magazine SWISSAID paraît quatre fois par an. Une fois par année, un montant de cinq francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.

EDITORIAL

La Suisse, une adresse en or



Tout ce qui brille n'est pas or. C'est particulièrement vrai pour le commerce aurifère. Les tonnes d'or sous forme de lingots stockées à travers le monde entier dans les caves des banques

ont été extraites des entrailles de la terre. Un jour, quelque part. Si seulement nous savions exactement quand et où !

Malheureusement, la Suisse, première place mondiale de négoce de l'or, se contente d'indiquer le dernier pays d'où le métal précieux a été importé. Lors d'une visite sur un marché de l'or à Geita, en Tanzanie, nous avons appris que, chaque semaine, au moins deux valises remplies du fameux métal jaune sont transportées en classe affaires vers Dubaï, sur un siège d'avion réservé à cet effet. Bien sûr, elles sont accompagnées. Dans la « ville de tous les possibles », la marchandise passe les contrôles douaniers en tant que bagage à main et change d'identité après le raffinage pour devenir de l'or en provenance des Émirats arabes unis. De source douteuse, le métal débarque en Suisse sans éveiller de soupçons et y est raffiné une deuxième fois pour pouvoir ensuite satisfaire le marché mondial en tant qu'or helvétique.

En 2020, SWISSAID a dévoilé que la raffinerie tessinoise Valcambi s'était approvisionnée en or auprès d'une entreprise particulièrement douteuse des Émirats arabes unis. Des révélations non sans conséquences : nous

devons répondre de nos actes devant la justice cette année. Pour quelles raisons exactement, ce n'est pas clair. La Radio Télévision Suisse (RTS) et la *NZZ am Sonntag* ont confirmé l'an dernier nos recherches.

La Suisse n'est pas seulement une bonne adresse pour l'or, mais aussi pour les plaintes stratégiques qui, comme celle-ci, veulent bâillonner l'information : la loi ne permet pas aux tribunaux de répondre à l'abus manifeste d'un droit par une procédure accélérée.

Les cambrioleurs qui se sont introduits chez moi peu avant Nouvel An recherchaient sans doute de l'or. Toutes les armoires ont été vidées, les vêtements fouillés et éparpillés sur le sol. Désolé, mauvaise adresse.

Markus Allemann, directeur

Focus

Les deux faces de l'or

Pour les pays les plus pauvres, disposer de ressources naturelles est à la fois une chance et une malédiction. D'un côté, l'extraction de l'or assure la subsistance de plus de 100 millions de personnes dans le monde. De l'autre, elle exploite de nombreux enfants au péril de leur vie. SWISSAID contribue à améliorer la situation en Tanzanie et pose des exigences à la Suisse.

Nous sommes en Tanzanie, au nord-ouest du pays. Au cœur d'un paysage verdoyant s'élèvent de hauts plateaux riches en minerai d'or. Lourdemment chargés, des camions vrombissent en s'éloignant vers les grands centres. La zone est émaillée de puits improvisés, bordés de petites huttes, où des hommes et des femmes lavent et cassent la roche. La région de Geita est un haut lieu de l'or. On y afflue des quatre coins du pays. À la recherche d'un peu de bonheur, d'une once de chance. Et d'un petit revenu, alors envoyé aux proches pour soulager quelque peu la faim.

Le travail est dangereux, l'un des plus dangereux qui soient, particulièrement dans les petites mines privées informelles. Des accidents mortels surviennent régulièrement dans les puits étroits, qui se ramifient jusqu'à 50 mètres de profondeur. Bien souvent, des adolescent-e-s descendent dans les galeries et travaillent sept heures sous terre. L'air se fait rare. Les effets à long terme sont désastreux : l'air poussiéreux et la boue toxique laissent des séquelles dans les poumons, sur la peau et au niveau du cœur.

Pourquoi ces personnes risquent-elles quotidiennement leur vie et contaminent-elles leur environnement au nom de ce métal brillant ? « L'or a le pouvoir de changer des vies », déclare

Theonestina Mwasha. Âgée de 69 ans, elle sait de quoi elle parle. Elle est la première femme de Tanzanie, sans doute d'Afrique de l'Ouest également, à avoir terminé sa formation d'ingénieure spécialisée dans les minéraux, en 1981. Une vraie pionnière dans un secteur dominé par les hommes. Depuis quarante ans, elle se bat pour un commerce de l'or plus juste et pour de meilleures conditions de travail dans les mines. Et depuis quatre ans, elle mène ce combat au sein de l'organisation FADEV, partenaire de SWISSAID.

Petits et grands acteurs

Selon Theonestina Mwasha, près de 1,5 million de personnes en Tanzanie tirent leur revenu de l'extraction de l'or, leur permettant de nourrir leurs familles. Un mineur pourvoit généralement à la subsistance de six personnes. Au total, près de neuf millions de Tanzaniennes et Tanzaniens dépendent donc de cette matière première scintillante, soit près de 15% de la population.

À l'échelle planétaire, les chiffres se révèlent plus impressionnants encore : des études estiment que plus de 100 millions de personnes à travers le monde sont dépendantes des activités minières aurifères pour leur subsistance. Environ 80% de la production mondiale d'or







est issue de mines industrielles. Ces gigantesques exploitations appartiennent à de grands groupes internationaux. Elles sont intégrées dans le commerce international, mais seule une petite partie de la population locale y trouve du travail.

Pire encore, le moyen de subsistance de cette dernière lui est souvent volé. Les gens sont chassés et des campements informels apparaissent autour des grandes zones d'extraction. Le cyanure contamine les eaux souterraines. « Plusieurs études attestent que la sécurité alimentaire de la population vivant à proximité de certaines zones d'exploitation industrielles est affectée », souligne Marc Ummel, expert de l'or chez SWISSAID.

Conditions précaires

L'or provenant de petites mines artisanales – environ 20 % – assure davantage la subsistance de la population locale. « Y travailler est souvent la seule façon d'accéder à une vie indépendante », commente Theonestina Mwasha. Cette presque septuagénaire est spécialisée dans les exploitations minières artisanales et à petite échelle.

Sur les sites d'exploitation non contrôlés, les conditions de travail sont souvent précaires. Pour détacher l'or de la roche, les travailleuses et travailleurs utilisent du mercure : une menace persistante pour la santé humaine et environnementale. Par ailleurs, elles et ils n'ont pas d'accès direct au marché et aux crédits, devant, dans bien des cas, vendre leur or en deçà de sa valeur marchande.



Sortir de l'ombre

Ces dernières années, SWISSAID a régulièrement suscité l'attention au travers de ses rapports approfondis sur l'or. Au printemps 2023, elle a publié une première étude sur les flux d'or en Afrique, s'intéressant tout particulièrement aux mines industrielles. Une seconde étude paraîtra ce printemps. Elle mettra en lumière les flux d'or de chaque pays africain.

Ce sujet vous intéresse ?

Envoyez-nous un courriel à : info@swissaid.ch.

SWISSAID et ses organisations partenaires entendent changer la donne. Depuis six ans, elles s'efforcent d'améliorer les conditions de travail et l'accès au marché dans les mines artisanales en Tanzanie. Elles réclament en outre une meilleure réglementation étatique. Sur trois sites d'extraction, elles informent et sensibilisent les travailleuses et travailleurs sur les risques liés à la sécurité ainsi que sur les dangers pour l'environnement, tout en leur distribuant des équipements de protection. À Geita et à Kahama, les personnes ont reçu en octobre dernier 160 paires de gants, des casques, des réflecteurs, des bottes de sécurité et des lunettes de protection.

Josefina John est l'une des bénéficiaires. À force de marteler la roche, ses mains étaient pleines de crevasses sanglantes au point que ses caresses étaient devenues agréables pour ses enfants. Avec de solides gants, elle protège désormais ses mains et les lunettes font écran pour ses yeux. Et Josefina John de lancer : « Si tu es en sécurité, ta famille l'est aussi ! » Elle fait partie d'un groupe de femmes soutenu par le projet. Outre les questions de sécurité, celles-ci apprennent aussi à relever les données et à tenir une comptabilité correcte car, sans cela, elles n'obtiennent pas de crédits

auprès des établissements financiers. Et sans crédit, il est tout bonnement impossible de décrocher des licences permettant de vendre l'or légalement et au prix du marché.

La persévérance porte ses fruits

Ce travail sur le terrain ne représente toutefois qu'une goutte d'eau dans l'océan. C'est la raison pour laquelle SWISSAID, avec ses organisations partenaires, fait également du lobbying pour améliorer durablement les mines artisanales et offrir un accès au marché étatique régulé aux travailleuses et travailleurs. Cette démarche politique en Tanzanie porte ses fruits. En 2017, la quantité d'or non déclaré – donc illégal – approchait les 20 000 kilos. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à moins de la moitié. C'est ce que montre la nouvelle étude sur l'or de SWISSAID (cf. encadré p. 7).

La quantité d'or légale extraite des petites mines a ainsi bondi. En 2022, elle atteignait pas moins de 18 700 kilos, contre à peine 1000 quatre ans plus tôt. Marc Ummel en est convaincu : « Avec l'accès au marché légal et équitable des hommes et des femmes qui travaillent dans les mines, le monde dispose d'un puissant levier pour sortir durablement les pays du Sud de la faim. »



De l'or dans les oreilles

Écoutez le deuxième épisode de notre podcast
« L'or – chance ou malédiction ? »

et faites entrer les voix de Marc Ummel et de
Theonestina Mwashia dans votre salon.

Si vous avez pris goût à ces sujets audio, nous
vous conseillons notre podcast « En quête de
solutions ». Au fil de cinq épisodes, nous abordons
nos thèmes principaux que sont l'égalité entre
hommes et femmes, la faim, le climat, l'agro-
écologie et les matières premières, en donnant un
aperçu de notre travail tout en offrant des pers-
pectives pour un monde sans faim. Le podcast est
disponible sur Spotify, Google et Apple, ainsi que
sur d'autres plateformes d'écoute.

COUP D'ŒIL SUR LA SUISSE

« Les interdictions sont surtout préjudiciables aux pays du Sud »



Marc Ummel,
expert de l'or chez SWISSAID

Marc Ummel, vous êtes un expert de l'or chez SWISSAID et vous vous intéressez depuis des années à ce métal précieux. Quel rôle joue la Suisse dans le commerce international de l'or ?

Marc Ummel : La Suisse est la principale plaque tournante internationale. Plus de la moitié de l'or mondial est raffinée et transformée dans notre pays. Quatre des plus grandes raffineries du monde sont basées en Suisse. Nous parlons ici d'un volume de près de 2400 tonnes importées en 2022, pour une valeur approchant les 100 milliards de francs. Il s'agit donc, et de loin, du plus grand bien d'importation de la Suisse. Un tel poids confère des responsabilités particulières.

La Suisse assume-t-elle ses responsabilités ?

Les autorités ont conscience des risques, mais la législation est beaucoup trop laxiste et les contrôles sont insuffisants. De plus, l'obligation de déclaration comporte de nombreuses lacunes. Lorsqu'il s'agit d'indiquer la provenance, les importateurs doivent mentionner uniquement la dernière étape du voyage de la marchandise. Cela pose problème, car de l'or issu de pays en conflits, ou encore de l'or illégal, est souvent transporté par avion en bagage à main – et arrive ainsi par exemple à Dubaï, où il est écoulé, fondu et revendu. Lorsque cet or est importé en Suisse, il a pour pays d'origine les Émirats arabes unis, alors qu'il pourrait très bien venir du Mali ou de la République démocratique du Congo. D'un côté, la Suisse mène des pourparlers de paix à Genève au siège européen de l'ONU. De l'autre, elle contribue au financement de guerres, avec de « l'or sale » en provenance de pays en conflits. Cela ne devrait pas être possible !

Une interdiction de l'or extrait de mines artisanales serait-elle utile ?

Non, elle serait surtout préjudiciable aux pays du Sud. Les mines de petite envergure assurent la subsistance de millions de familles dans le monde, qui seraient alors les plus durement touchées par cette interdiction. En outre, travailler dans des mines artisanales leur permet de générer un revenu et de sortir de la pauvreté. Ce qui est nécessaire, ce sont des contrôles plus poussés, plus de transparence et une collaboration directe avec les mines artisanales.

SWISSAID est en train de scruter à la loupe les flux d'or en Afrique. Une nouvelle étude paraîtra prochainement à ce sujet. À quoi précisément vous êtes-vous intéressés, vous et votre équipe ?

Nous avons observé les flux d'or de chacun des 54 pays d'Afrique. Nous avons comparé puis analysé la production, les exportations et les importations de chacun d'eux, ce qui nous a permis de déterminer la proportion d'or illégal. Ceci est un aspect important, car cet or illégal fait perdre aux gouvernements africains des recettes essentielles, qu'ils ne peuvent pas investir dans l'éducation ou le système de santé. Les chiffres obtenus nous permettent également de mettre en évidence les quantités injectées sur le marché mondial – et donc aussi en Suisse.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans vos recherches ?

Un certain nombre d'éléments. La quantité d'or illégal en Afrique est, par exemple, bien supérieure à ce que l'on supposait jusqu'ici et certains pays importateurs n'ont aucun scrupule à importer de l'or illégal ou issu de zones de conflits. Nous avons aussi été étonnés de voir que certains États africains qui produisent beaucoup d'or ne déclarent pratiquement aucune exportation, alors que d'autres qui en produisent peu en exportent énormément. Cela incite à penser que ces pays de transit procèdent pour ainsi dire à un « blanchiment » et que le pays d'origine est ainsi masqué. Tous ces facteurs montrent une fois de plus l'importance d'un suivi sans faille. Par le biais de cette nouvelle étude, nous voulons augmenter la pression pour que des directives enfin efficaces soient promulguées !

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Une vie sans violence pour les femmes en Inde

Cette année encore, le 8 mars a été l’occasion de défendre les droits des femmes. En Inde, les violences à leur encontre font partie du triste quotidien. SWISSAID lutte contre le phénomène.

« Les jeunes filles indiennes doivent être mariées jeunes pour éviter la confusion sexuelle. » Selon une étude, 67% des hommes du Marathwada, en Inde centrale, partagent cette opinion. Et 42% estiment que la violence exercée par un mari sur sa femme est justifiée dans certaines circonstances. En Inde, la violence domestique est une réalité quotidienne. Les victimes reçoivent peu ou pas de soutien. SWISSAID, en collaboration avec des organisations partenaires sur place, s’efforce d’aider les femmes à se construire une vie sans violence. L’accent est mis sur la prévention. Le travail est mené avec les

acteurs publics pour mobiliser l’ensemble de la société. Les femmes et les filles apprennent leurs droits et leurs possibilités d’action. Tandis que les garçons sont sensibilisés à l’égalité des genres. Car seule une volonté commune permettra d’insuffler de véritables changements.

Découvrez-en plus sur ce projet cofinancé par l’UE



VENTE D’INSIGNES

Des questions à foison

« Tout ! » Telle fut la réponse donnée par les élèves de deux classes, interrogé-e-s sur ce qui leur avait particulièrement plu lors de leur visite au Palais fédéral, à Berne. Auparavant, les enfants avaient exploré le vaste bâtiment aux côtés de Fabian Molina, conseiller national et coprésident de SWISSAID, et assailli de questions le politicien avec beaucoup de curiosité. L’événement a été organisé en remerciement de leur participation à la vente d’insignes de SWISSAID. En conclusion, Fabian Molina a déclaré : « Un grand merci à vous pour votre action en faveur des plus pauvres de ce monde. Votre engagement est très important et mérite grand respect. »

21,8 tonnes

de semences ont été distribuées par SWISSAID l'an dernier au Niger dans le cadre d'un projet d'aide d'urgence. En raison de la sécheresse et du coup d'État militaire, des millions de personnes souffraient de la faim. SWISSAID a aidé 17 500 personnes en détresse.

TCHAD

De l'aide pour 12 900 personnes

Grâce au soutien de nos donatrices et donateurs ainsi qu'au réseau opérationnel sur place, SWISSAID a pu fournir une aide d'urgence rapide et ciblée au Tchad l'an passé. Au total, nous avons distribué 250 tonnes de denrées alimentaires et 19 tonnes de semences à quelque 12 900 personnes. En outre, 6000 personnes ont eu accès à l'eau potable. «Les gens avaient perdu tout ce qui était essentiel à leur subsistance», relève Maxime Nadjirambaye, coordinateur de l'aide d'urgence de SWISSAID Tchad. Les récoltes et les semences des familles paysannes avaient été détruites par de violentes intempéries et des inondations exceptionnelles.

Un infatigable combattant

SWISSAID exprime ses condoléances à la suite du décès d'Andreas Blum (21.2.1938 – 26.1.2024), directeur de Schweizer Radio DRS, acteur, politicien et ancien président de SWISSAID. Cet homme de gauche très actif avait présidé notre fondation de 1985 à 1990. Mais c'est principalement en tant que politicien qu'Andreas Blum s'est engagé en faveur de la coopération au développement. L'ancien député socialiste au Grand Conseil du canton de Berne et conseiller national était convaincu que la solidarité avec les pays du Sud devait avoir plus de poids que la rentabilité et les intérêts de la politique économique extérieure. SWISSAID a pu compter sur le soutien d'Andreas Blum jusqu'au bout.



« Le Conseil fédéral réduit l'aide au développement et fait ainsi des économies sur le dos des plus pauvres parmi les pauvres. J'appelle cela la politique tic-tac-boum ! »

Dominic Deville, humoriste satirique

De la solidarité – maintenant !

L'humoriste satirique Dominic Deville n'est pas le seul à revendiquer une coopération au développement forte. Covid-19, crise climatique et guerres aggravent la faim et la pauvreté à travers le monde. Le Conseil fédéral entend pourtant réduire l'aide aux pays du Sud. C'est pourquoi la campagne « Soyons solidaires maintenant » demande à la Suisse de renforcer son aide en faveur des populations défavorisées pour qu'elles parviennent à améliorer leurs conditions de vie malgré la crise climatique. Participez vous aussi ! Plus d'informations :

<https://www.soyons-solidaires-maintenant.ch>



Les Équatoriennes s'unissent pour défendre leurs droits

En Équateur, SWISSAID renforce l'autonomie des femmes. Agroécologie, leadership, droits fondamentaux : des formations dans ces domaines leur assurent une sécurité alimentaire et économique. Les nouvelles compétences acquises leur permettent également de lutter contre la violence à leur encontre.





Les femmes restent considérées comme inférieures et subordonnées en Équateur. Les inégalités se creusent dès le plus jeune âge: les filles fréquentent moins les bancs d'école que les garçons, leur quotidien consistant essentiellement à apprendre les tâches ménagères pour pouvoir trouver un bon mari.

Fait plus préoccupant encore, environ 64% des femmes affirment avoir subi des violences au cours de leur vie. Psychologiques, physiques, sexuelles, conjugales ou encore gynécologiques et obstétricales: les formes de maltraitance sont diverses. Une alliance féministe a recensé 1503 féminicides dans le pays entre 2014 et 2023.

La culture machiste a la peau dure en Équateur. De surcroît, la violence domestique s'est accrue durant la pandémie de Covid-19. Pour contrer le phénomène et s'aider mutuellement, des femmes ont créé des réseaux féminins. Elles ont ensuite sollicité l'appui de SWISSAID pour renforcer ces espaces de rencontre. L'organisation a aussitôt répondu positivement à la demande, en lançant un projet qui poursuit trois objectifs: lutter contre la violence de genre, développer l'autonomisation des femmes et leur fournir une source de revenu.

Une meilleure estime de soi

Les femmes suivent notamment une formation citoyenne: «Elles améliorent ainsi leur estime de soi, apprennent leurs droits pour les faire valoir et renforcent leurs connaissances et compétences en matière de leadership et de communication politique», précise Oscar Quillupangui, responsable du bureau de coordination de SWISSAID en Équateur.

Les réseaux de femmes sauvent des vies. C'est grâce à l'un d'eux que Carmen, paysanne indigène qui vit à Benitez, dans la province de Tungurahua, «est encore en vie», dit-elle. En raison de problèmes familiaux, elle luttait depuis plusieurs années contre la dépression et avait l'intention de mettre fin à ses jours. C'est alors que sa voisine lui a parlé du réseau de femmes de Tungurahua. N'ayant rien à perdre, Carmen a assisté à une séance lors de laquelle elle a pu confier ses problèmes. Les autres femmes lui ont apporté un précieux soutien. Depuis, Carmen a suivi toutes les formations proposées et a créé sa ferme agroécologique. Outre des cours sur l'agroécologie, le projet a permis la création de caisses d'épargne et de prêt, essentielles au développement de l'autonomie des femmes. Cette composante du pro-

jet, qui permet d'aider 2000 paysannes indigènes, est soutenue par la fondation Dr. Lukas Werenfels-Stiftung, tout comme l'établissement d'un fonds pour des bourses d'études. Au total, 300 bourses seront accordées en cinq ans.

Une paysanne au Parlement populaire

Bélgica Isabel Criollo Sánchez compte parmi les bénéficiaires du projet. La paysanne de 37 ans, qui vit à Rumichaca Alto dans la province de Tungurahua, a participé aux formations en agroécologie et en politique. Son parcours est fulgurant.

Représentante du réseau de Tungurahua, elle est aussi animatrice dans une école d'agroécologie. De plus, elle est devenue la première paysanne déléguée au Parlement populaire. «Les connaissances acquises à travers le projet m'ont amenée à me valoriser et à défendre d'autres femmes. Celles-ci ne doivent pas garder leurs problèmes, mais s'exprimer pour pouvoir devenir libres», déclare l'Équatorienne, qui a reçu l'an passé le prix «Femmes de Tungurahua» pour son remarquable travail.

Comme elle, 5300 autres paysannes dans les provinces de Tungurahua, de Cotopaxi et de Chimborazo ont vu leur vie transformée grâce au projet.



INDE

Recettes du monde entier

Pancakes au mil rouge et à l'avoine

Robuste, nourrissant et issu d'une longue tradition : voilà quelques atouts du mil rouge. Comme sa croissance est rapide, cette importante denrée alimentaire en Asie et en Afrique de l'Est est surnommée « céréale de la famine ». En Suisse, la farine de mil rouge peut s'acheter dans des magasins spécialisés. Mais, pour cette recette, vous pouvez aussi utiliser de la farine traditionnelle.

Ingédients :

½ tasse de farine de mil rouge
½ tasse de farine d'avoine
1 grosse banane mûre écrasée
¾ tasse de lait, 1 œuf, 1 cs de levure chimique
¼ tasse de yaourt nature
un peu de sel et de cannelle

Garniture : morceaux de fruits, miel, sirop d'érable et fruits secs.

Préparation : mélanger les farines avec la levure, la cannelle et le sel. Dans un autre bol, battre légèrement l'œuf. Ajouter à cette préparation la banane écrasée, le yaourt et le lait. Incorporer le mélange de farine et remuer le tout pour former une pâte homogène. Faire fondre du beurre dans une poêle. Y verser un quart de la pâte et étaler. Réduire le feu et faire dorer le pancake sur ses deux faces. Le garnir de fruits et de fruits secs concassés, arroser de miel ou de sirop d'érable.

Plus d'informations
et de recettes



Des cadeaux qui ont du sens

Vous souhaitez glisser dans le panier de Pâques de vos proches une petite attention qui a davantage de sens que des lapins en chocolat ou des œufs en sucre ? Alors nous avons ce qu'il vous faut. Faites don de poussins, d'une chèvre ou d'une charrue aux habitantes et habitants des pays du Sud à travers un certificat. Et offrez cette promesse de don à vos proches. Ce geste symbolique sera utile aux populations du Sud et donnera du sens à vos cadeaux. Commandez dès aujourd'hui un certificat. Ou créez-le et imprimez-le vous-même à la maison. Les commandes de certificats imprimés reçues avant le 25 mars vous parviendront d'ici à Pâques.

shop.swissaid.ch/fr

Un grand MERCI !

Plus de 300 donatrices et donateurs ont soutenu notre campagne de Noël. Ensemble, elles et ils ont permis de collecter suffisamment d'argent pour offrir 600 chèvres à de petites paysannes. Avec ces animaux, de nombreuses familles peuvent sortir de la faim et de la pauvreté de façon autonome et durable. Mille mercis !

UNE COMMUNE QUI A DU CŒUR

« Nous voulons aider là où la détresse est la plus grande »

Pas de lavabos, pas de toilettes et le puits le plus proche à des kilomètres : au Niger, la population manque des infrastructures les plus élémentaires. Yves Keller, maire de la commune de Maur, indique pourquoi celle-ci soutient un projet de SWISSAID consacré à l'eau.



Yves Keller, maire de la commune de Maur (ZH)

« Nous nous mobilisons pour une communauté mondiale au sein de laquelle la justice sociale et le développement durable sont au premier plan. »

Monsieur Keller, pourquoi la commune de Maur s'engage-t-elle ?

Dans la commune de Maur, l'octroi de dons à des organisations humanitaires et à but non lucratif dans la coopération au développement jouit d'une longue tradition. Dès 1972, la population a décidé de soutenir des projets en Suisse et à l'étranger. Aujourd'hui encore, le Conseil municipal effectue des dons et des contributions qui représentent actuellement 0,5 % des recettes fiscales. Jusqu'ici, il s'agit de près de 215 000 francs par an.

Votre village soutient des projets de SWISSAID au Niger depuis longtemps. Ces deux dernières années, vous avez fait un don pour la construction de puits et d'installations sanitaires. Pourquoi ce pays précisément ?

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il nous tient à cœur d'aider là où la détresse est la plus grande ! Qui plus est, ce projet de SWISSAID remplit tous nos critères. Nous tenons à appuyer les organisations sur toute la durée des projets, jusqu'à leur achèvement.

À l'aune de quels critères la commune de Maur choisit-elle les projets ?

Nous accordons une attention toute particulière aux projets de développement durable, qui améliorent le bien-être collectif et la qualité de vie de la

communauté. Nous sommes très attachés à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau. Par ailleurs, les projets que nous soutenons doivent contribuer à la promotion de la santé, à l'éducation ainsi qu'à l'égalité des chances pour les femmes et les enfants.

Pouvez-vous recommander ce type de soutien à d'autres communes ?

Nous avons la conviction qu'une aide globale peut contribuer à instaurer un changement positif sur le long terme. En nous engageant pour l'éducation et la santé des populations, en défendant le respect des droits humains et en protégeant l'environnement, nous ne participons pas seulement à l'amélioration des conditions de vie dans notre propre commune. Nous nous mobilisons aussi pour une communauté mondiale au sein de laquelle la justice sociale et le développement durable sont au premier plan.



Un cadeau pour l'avenir



Amandine Castillo
Responsable philanthropie et legs

À partir d'une graine, on obtient une plante. Et à partir de cette plante, pousse un arbre. Et cet arbre ouvre des perspectives à une nouvelle génération. Cette génération habite à Sucre, en Colombie. Une région pauvre et reculée dans la forêt tropicale. Une forêt qui a été dégradée au cours des dernières décennies par les monocultures et les déforestations. Pour préserver le cadre de vie des enfants et des jeunes, SWISSAID a fondé des pépinières avec son organisation partenaire. De jeunes gens y travaillent. Leur mission : nettoyer la forêt et installer des dizaines de milliers d'arbrisseaux pour accroître la diversité des espèces. Mais aussi informer et sensibiliser la population. De façon tenace, sociale et durable, elles et ils façonnent leur avenir et celui du reste de la communauté. Un avenir vert.

Ce cadeau aux générations futures est rendu possible par les personnes qui lèguent de l'argent à SWISSAID par testament. Leur engagement se poursuit ainsi au-delà de leur propre vie pour transformer l'avenir. Depuis la modification de la loi en vigueur le 1^{er} janvier 2023, les personnes souhaitant transmettre un héritage ont une plus grande marge de manœuvre. Si vous avez des questions concernant les dons testamentaires, Amandine Castillo, notre responsable philanthropie et legs, se tient à votre disposition.

Contactez-nous dès aujourd'hui et découvrez quel avenir peut naître de votre héritage. a.castillo@swissaid.ch / 021 620 69 75